

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak Dossiers

N° 519 du 28.09.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part

Manlio Dinucci : Le coût exorbitant de la « Guerre au Terrorisme ».

1 Dossier

1-1 De Guantanamo à l'Irak, Dick Cheney ne regrette rien...

Résistance au Royaume-Uni

1-2 Dominique Muselet : Pourquoi laissons-nous à nos enfants le soin de demander des comptes à la police et de redistribuer la richesse ?

1-3 L'Irak toujours à la peine, dix ans après le 11-Septembre.

1-4 Lindsey GERMAN : Et maintenant, que diriez-vous d'une minute de silence pour les morts en Afghanistan, Irak, Pakistan.... ?

1-5 Le meneur des sévices d'Abou Ghraïb, Charles Graner, libéré de prison !

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 Iyad Allaoui : SSauver l'Irak de la faillite par le partage du pouvoir

2-2 Michaël Schwartz : Irak : Incertitudes et luttes futures.

3 Annexe

3-1 Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

3-2 Manlio Dinucci : La contre-manœuvre fantastique.

3-3 Domenico Losurdo : La Syrie vue depuis l'Irak.

Avant propos

Les militaires américains usent d'un terme générique- *Al Qaida*- pour désigner les résistants qui osent leur résister...

Tiré à part

Manlio Dinucci : Le coût exorbitant de la « Guerre au Terrorisme ».

Alors que les Etats-Unis et nombre de pays européens croulent sous des dettes publiques gigantesques, d'un montant souvent comparable à leur PIB, et alors que la rigueur sociale atteint tous les pays occidentaux, combien coûtent réellement cette "Guerre au terrorisme" et les guerres déclenchées au lendemain du 11-Septembre ? En termes de dollars, mais aussi en coût "humain", morts, blessés, invalides.

C'est ce à quoi s'est intéressé le journaliste Manlio Dinucci du quotidien italien *Il Manifesto*.

Quel est le coût économique de la « guerre à la terreur », que les Etats-Unis ont lancée il y a dix ans ? L'Institut d'études internationales de la *Brown University*⁽¹⁾ l'a calculé.

L'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003, et l'extension successive des opérations guerrières au Pakistan, comportent un coût d'environ 4.000 milliards de dollars.

Pour avoir une idée de ce que représente ce chiffre, il suffit de penser qu'il équivaut à ce que l'Afghanistan réalise, en termes de produit intérieur brut, en trois siècles environ, et l'Irak en plus d'un demi siècle.

L'équipe de l'institut, formée de plus de vingt chercheurs, a calculé avant tout la dépense militaire directe, constituée par les sommes allouées pour la guerre que le Congrès a ajoutées au budget du Pentagone : environ 2.000 milliards de dollars. Cette somme n'était pas disponible dans les caisses publiques. Elle a donc été empruntée à des banques et organismes internationaux, obligeant cependant le gouvernement fédéral à payer (toujours avec de l'argent public) des intérêts salés : environ 200 milliards de dollars en dix ans. 74 autres milliards ont été dépensés, sous forme d'aides extraordinaires, pour étayer les vacillants régimes mis au pouvoir en Irak et Afghanistan.

La « guerre à la terreur » a en outre comporté une dépense de plus de 400 milliards de dollars pour renforcer la « sécurité de la patrie ». A ces dépenses est venue s'ajouter celle de l'assistance aux militaires rentrés blessés ou invalides des actions guerrières : jusqu'à présent 32 milliards de dollars. Mais ceci n'est que la pointe de l'iceberg : les vétérans (anciens combattants, NdT) qui réclament assistance pour des blessures ou des invalidités sont plus d'un million. On calcule que, en 30-40 ans, ils coûteront de 600 à 1.000 milliards de dollars. Et, malgré le plan annoncé de diminuer le nombre des militaires en Afghanistan et Irak, d'autres financements sont prévus pour la guerre : pour l'année budgétaire 2012, au moins 118 milliards, qui s'ajouteront aux 553 du budget du Pentagone.

Le coût de la guerre grimpera donc bien au-dessus des 5.000 milliards de dollars. La dette publique augmente en conséquence, dette que l'Etat n'est pas en mesure de rembourser, et les intérêts pourraient atteindre environ 1.000 milliards dans l'actuelle décennie. Ceci provoque une augmentation des taux d'intérêt (c'est-à-dire du coût de l'argent), qui se répercute aux USA surtout sur les classes moyennes : l'an dernier, à cause de l'augmentation des taux d'intérêt dû à l'endettement pour la guerre, les acquéreurs de logements ont vu augmenter leurs emprunts hypothécaires, en moyenne, de 600 dollars.

La guerre a par contre renfloué les caisses des partenaires contractuels du Pentagone : Halliburton est passé en quatre années de moins d'un demi milliard à 6 milliards de dollars de contrats, et Lockheed Martin est arrivé à 29 milliards en une année. Grosses affaires aussi pour les compagnies militaires privées : en 2003 il y avait dans la guerre en Irak plus de « contractuels » (mercenaires, NdT) que de militaires.

Les coûts humains, pour les Etats-Unis, sont quantifiés à hauteur de plus de 6 mille morts au combat et plus d'un demi-million d'invalides. Le nombre de civils tués dans les actions guerrières se monte à 125 mille en Irak, 50 mille au Pakistan et Afghanistan. Mais ce sont des estimations faites largement par défaut : des centaines de milliers de blessés et environ 8 millions de réfugiés continuent à mourir. Loin des yeux, loin du cœur des grandes démocraties qui sont allées les sauver de la menace de terrorisme.

Note : (1) Située à Providence dans l'Etat du Rhode Island.

Manlio Dinucci

mondialisation.ca

Edition de mardi 12 juillet 2011 de *il manifesto*

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.reopen911.info/News/2011/09/07/le-cout-exorbitant-de-la-guerre-au-terrorisme/>

1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 De Guantanamo à l'Irak, Dick Cheney ne regrette rien...

L'ancien vice-président de George W. Bush justifie, dans ses Mémoires, le recours aux interrogatoires musclés. Dick Cheney n'a aucun regret, ni sur la guerre en Irak ni sur les méthodes d'interrogatoire musclées. En 2007, il aurait même volontiers bombardé la Syrie.

En revanche, le «faucon» de l'Administration Bush a quelques comptes à régler avec ses ex-collègues.

L'ex-vice-président le plus influent de l'histoire récente des États-Unis a publié ses Mémoires intitulés *In My Time*, mardi, aux États-Unis. À l'heure où Barack Obama met en pratique sa doctrine multilatéraliste en Libye et en Syrie, Dick Cheney, lui, continue de défendre vigoureusement la politique étrangère américaine des années Bush, de 2001 à 2008. Dans son autobiographie de 565 pages coécrite avec sa fille Liz, le prédécesseur de Joe Biden écrit: «Pourquoi s'excuser alors que les Britanniques avaient bien déclaré que l'Irak cherchait à se procurer une quantité importante d'uranium en Afrique? Les 16 mots étaient vrais.»

Simulation de noyade

Jouant avec les mots, Dick Cheney fait référence à la petite phrase prononcée par le président Bush dans son fameux discours sur l'État de l'Union, en janvier 2003.

L'Administration avait alors monté en épingle l'affaire de l'uranium devant lui servir de justification morale pour envahir l'Irak. Elle a plus tard officiellement regretté «ces 16 mots». Dans ses propres Mémoires publiées en 2010, George Bush a écrit avoir eu la «nausée» lorsqu'il a découvert qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak. Revenant sur les simulations de noyades contre les détenus soupçonnés de terrorisme, comme il l'a toujours dit depuis son départ du pouvoir, Dick Cheney estime que Barack Obama devrait continuer cette pratique «efficace». Sur Guantanamo, il se dit «heureux de noter» que le président n'a toujours pas fermé la prison. Sur le 11 Septembre, à l'en croire, c'est lui qui fut derrière l'ordre d'abattre tout avion civil posant une menace. George Bush avait pour sa part revendiqué cette initiative.

Sur la Syrie, Cheney raconte comment il se désolait en 2007 de voir un George Bush de plus en plus influencé par les partisans de la voie diplomatique. Il avait encouragé en vain le président à faire bombarder un réacteur nucléaire, lequel a depuis été détruit par Israël. «J'étais seul à penser cela. Quand j'ai eu fini de parler, le président a demandé: "Quelqu'un est-il d'accord?" Personne n'a levé la main.»

Dark Vador

Mais c'est lorsqu'il décrit ses anciens collègues que Dick Cheney est le plus vindicatif.

Il accuse Colin Powell, le secrétaire d'État de 2001 à 2005, d'avoir saboté en coulisses la politique de George Bush en Irak en faisant fuiter des informations embarrassantes dans la presse. Dans ses propres Mémoires, George Bush n'avait pas caché ses désaccords avec Colin Powell jusqu'à la démission de ce dernier en 2005. Dick Cheney est également très acide avec celle qui a succédé à Powell, Condoleezza Rice: une secrétaire qu'il a jugée «naïve» sur la Corée du Nord.

L'ancien patron de la CIA, George Tenet, en prend aussi pour son grade pour avoir démissionné «quand ça devenait sérieux» en 2004. Interviewé mardi matin sur NBC, Cheney n'a pas enfin caché sa satisfaction d'être toujours surnommé «Dark Vador».

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/08/30/01003-20110830ARTFIG00613-de-guantanamo-a-l-irak-dick-cheney-ne-regrette-rien.php>

Résistance au Royaume-Uni

1-2 Dominique Muselet : Pourquoi laissons-nous à nos enfants le soin de demander des comptes à la police et de redistribuer la richesse ?

The Rebel Griot

Les émeutes et le pillage n'ont pas été les seules violences perpétrées par les Anglais dimanche soir. Quelques heures avant que Cameron n'apparaisse à la télévision et ne jure de se venger des jeunes Britanniques qui s'étaient soulevés, les pilotes de ses bombardiers revenaient d'une opération qui avait causé la mort de 33 enfants, 32 femmes et 20 hommes libyens à Zlitan un village près de Tripoli. Cameron et les dirigeants de France et des USA essaient désespérément d'enrayer la déroute économique de la même manière que d'habitude, en massacrant un peuple du tiers-monde et en lui volant ses ressources.

C'est le contexte dans lequel il faut replacer ces émeutes. Notre mode de vie occidental est fondé sur la violence et le pillage. Ceux qui ne s'en rendent pas compte n'ont qu'à regarder comment les forces d'occupation occidentales ont transformé l'Afghanistan en un gigantesque champ de pavots à héroïne avec l'une des espérances de vie les plus basses de la planète, comment elles ont fait de l'Irak un enfer pour ses habitants dans le seul but de lui voler son pétrole, comment elles préparent l'invasion de la Syrie qui servira de prélude à la "solution finale" du "problème" palestinien et comment elles volent déjà les revenus du pétrole de la Libye que Kadhafi avait destinés au développement de l'Afrique mais qui à la place iront tout droit dans les caisses des

usines d'armement occidentales pour acheter des armes au rebelles racistes. Et je ne mentionne même pas l'extorsion du remboursement des prêts d'aide octroyés par l'Occident aux pays du tiers-monde dont les intérêts multiplient par 13 les sommes empruntées.

Nos jeunes ont été témoins de tout cela en grandissant. Ils voient très bien que l'Occident s'enrichit par de violents pillages. Ils voient bien aussi que plus de la moitié de leurs soi-disant "représentants" au Parlement ont systématiquement volé des télévisions, des produits électroniques, des vêtements et tout ce qu'ils croient pouvoir voler sans se faire prendre, en se livrant à des fraudes de grande envergure. Ils savent que la police tue des gens en toute impunité et que leurs communautés sont en permanence humiliées et harcelées par la police. Ils savent que les banquiers qui ont détruit les moyens d'existence de millions de personnes continuent à se verser des bonus prélevés sur les deniers publics.

Ils savent aussi qu'aucune de ces personnes ne sera sans doute jamais amenée devant la justice pour y répondre d'un délit. La plupart des Membres du Parlement coupables de fraude sont toujours en place ou ont obtenu des postes lucratifs dans des entreprises à qui ils ont rendu des services quand ils étaient parlementaires. La police enquête sur elle-même et ne se trouve aucune faute. L'armée enquête sur elle-même et ne se trouve aucune faute. Tony Blair enquête sur lui-même et ne se trouve aucune faute. Les riches et les puissants démontrent aux jeunes jour après jour que pour réussir il faut voler, frauder et se montrer violent. C'est le monde dans lequel ils sont nés. C'est la moralité dans laquelle ils baignent. C'est l'air qu'ils respirent.

En comparaison de leurs modèles, la vaste majorité des jeunes émeutiers se sont très bien conduits. Les attaques sur les petits commerces, les maisons et les civils ont été des exceptions et non la règle ; les principales activités ont été de piller des supermarchés appartenant à de grands groupes et d'assiéger les commissariats. En faisant cela, les jeunes ont réussi à faire ce que personne d'autre n'a pu faire : mettre la police et les multinationales devant leurs responsabilités. Le message à la police a été très clair : vous ne pouvez pas tuer, battre et humilier en toute impunité. Plusieurs commissariats ont été complètement incendiés et les vacances d'été de toute la police de Londres ont été annulées. Quand des incidents comme le meurtre de Mark Duggan se produisent, ce n'est jamais dû à une "pomme pourrie" ; le parti pris de couvrir les fautes est systématique et provient d'une collusion à tous les niveaux. Quelques officiers de police vont peut-être y réfléchir à deux fois avant de se laisser entraîner dans des affaires douteuses à l'avenir.

Quant aux multinationales, l'efficacité de leur exploitation et de leur esclavagisation du tiers-monde a créé une telle pauvreté sur toute la planète que les gens sont de plus en plus incapables d'acheter ce qu'ils produisent. C'est la principale cause systémique de la crise économique. Ils ne le savent peut-être pas mais les multinationales que nos enfants ont attaquées sont bien la cause principale de leur pauvreté. Qui plus est, ces firmes emploient des techniques publicitaires qui ciblent impitoyablement nos enfants et véhiculent le message cruel selon lequel leur statut social dépend de l'acquisition de marchandises ; ils ne devraient pas faire semblant d'être surpris que nos enfants essaient aussi de les acquérir.

Avec leur "pillages irresponsables" les jeunes privés de tout se sont en fait livrés à une forme primitive de redistribution de la richesse. Ce qu'ils ont fait d'une manière anarchique et spontanée est exactement ce que nous devrions faire d'une manière systématique et organisée. Nous avons besoin de créer des organismes qui se donneraient vraiment pour mission de mettre en place "un socialisme par la base" -en prenant le contrôle des usines, des chaînes de magasins et de terrains pour répondre aux importants besoins sociaux que le capitalisme est incapable de satisfaire. C'est cela la vraie Grande Société -celle qui fait si peur à Cameron et à sa clique. Je ne blâme pas Cameron, ni les politiciens, ni les médias. Ce sont nos ennemis. Ils sont fidèles à leur classe sociale. Ils nous exploitent et nous mentent avec beaucoup de talent et d'efficacité. Ils font leur travail parfaitement bien. Je blâme ceux d'entre nous qui s'intéressent aux autres et qui veulent mettre fin aux privilèges de classe, au racisme et à l'impérialisme. Nous devrions nous lever, nous organiser et élire un leader et tant que nous ne le ferons pas, il sera vain et hypocrite de critiquer la jeunesse. Si nous nous déchargeons sur nos enfants de la tâche de rendre la police responsable de ce qu'elle fait et de répartir les richesses, il ne faudra pas s'étonner que, sans personne pour les guider et les conseillers, ils ne fassent pas du bon boulot.

Dominique Muselet

17 août 2011 · [The Rebel Griot](#)

Pour consulter l'original : <http://rebelgriot.blogspot.com/2011/08/why-are-we-leaving-it...>

Traduction : Dominique Muselet pour LGS

URL de cet article 14388

<http://www.legrandsoir.info/pourquoi-laissons-nous-a-nos-enfants-le-soin-de-demander-des-comptes-a-la-police-et-de-redistribuer-la-richesse-the-rebel-griot.html>

1-3 L'Irak toujours à la peine, dix ans après le 11-Septembre.

Conséquence du 11-Septembre, l'invasion de l'Irak en 2003 devait libérer le pays d'un dictateur et lui ouvrir un avenir meilleur : huit ans plus tard, malgré la manne pétrolière, violences, querelles politiques et corruption endémique minent toujours sa reconstruction.

Depuis le renversement de Saddam Hussein par la coalition internationale, le pays a vécu deux élections législatives jugées démocratiquement satisfaisantes et la production pétrolière est répartie, assurant une rente appréciable.

Mais les violences, malgré un recul depuis quatre ans, ont fait plus de 100.000 morts au total. Et la classe politique, dans un contexte marqué par le confessionnalisme, ne cesse de se déchirer pour la répartition des postes ministériels et le maintien ou non des troupes américaines.

"C'est une histoire à deux facettes: concernant la politique, c'est la stagnation. Concernant l'économie, grâce au pétrole, l'avenir s'annonce plutôt prometteur", analyse Ali al-Saffar, expert à l'institut Economist Intelligence Unit à Londres. Invoquée par le président américain George W. Bush pour justifier l'invasion de l'Irak, 18 mois après les attentats de New York, la présence d'armes de destruction massives s'est vite avérée fantaisiste. Et la guerre y a paradoxalement favorisé l'implantation d'Al-Qaïda, de l'aveu même d'officiers.

Les violences ont nettement diminué, après avoir culminé en 2006 et 2007, mais restent un défi majeur, même si l'influence d'Al-Qaïda semble avoir faibli.

Entre 2005 et 2007, "Al-Qaïda représentait une menace fondamentale pour l'Etat", reconnaît le général Jeffrey Buchanan, porte-parole des forces américaines en Irak, interrogé par l'AFP. "Ils sont toujours présents. Mais ils ne représentent plus la menace existentielle d'auparavant".

Quatre mois avant le retrait prévu des troupes américaines fin 2011, les forces de sécurité irakiennes ont gagné en effectifs et en compétences. Mais elles ne sont toujours pas à même d'assurer la sécurité de l'espace aérien ni des frontières terrestres et maritimes du pays.

Le 3 août, les dirigeants irakiens ont annoncé qu'ils acceptaient de négocier avec Washington le maintien d'un contingent limité de formateurs américains après 2011, une décision impopulaire mais dictée par la nécessité.

Selon l'armée américaine, une des principales menaces provient aujourd'hui de groupes chiites armés par l'Iran.

L'apaisement relatif sur le plan sécuritaire a cependant ouvert les vannes de l'investissement privé, avec 86 milliards de dollars prévus pour la période 2010-2014 pour la construction de logements et d'infrastructures, selon la Commission nationale d'investissement.

Toutefois, "la corruption demeure un frein majeur à l'investissement, la croissance et la création d'emplois", relève l'ONU.

L'Irak est le 4e pays le plus corrompu au monde, selon l'ONG Transparency International.

Autre défi: la gestion des riches gisements pétroliers de la région de Kirkouk (nord), revendiquée par la province autonome du Kurdistan, un dossier considéré par Washington et des responsables irakiens comme une des plus graves menaces à long terme pour la stabilité du pays.

L'Irak dispose, selon des estimations, des 4e réserves mondiales de pétrole. La production a redémarré, atteignant 2,7 millions de barils par jour (mbj) et assurant la majeure partie des revenus du pays. Bagdad croit possible de porter sa production à 12,5 mbj en 2017, un objectif dont doute le Fonds monétaire international (FMI).

Pour Ali al-Saffar, la perspective d'un tardif décollage économique ne fait pas oublier les espoirs déçus de 2003. A la chute de Saddam, "il y avait un optimisme général", note-t-il. "On ne savait pas qu'il y aurait les attentats d'Al-Qaïda, une guerre religieuse, et que les politiciens, qui semblaient si proches dans l'opposition, se déchireraient ainsi".

AFP |

30.08.

<http://www.24heures.ch/depeches/monde/irak-peine-ans-11-septembre>

1-4 Lindsey GERMAN : Et maintenant, que diriez-vous d'une minute de silence pour les morts en Afghanistan, Irak, Pakistan.... ?

Les commémorations du 11/9 ont donc eu lieu, mais n'attendez pas une couverture non-stop de la guerre en Afghanistan, avec son cortège d'histoires poignantes de parents, de conjoints et d'enfants tués

A mes yeux, nous avons touché le fond avec l'omniprésence de Tony Blair dans les médias. Longuement interviewé pour l'émission *Today* et cité par de nombreux journaux nationaux, il a profité de cet anniversaire pour justifier sa guerre illégale contre l'Irak et encourager de futures attaques contre l'Iran en particulier.

Ce fût particulièrement scandaleux de le voir profiter de la sympathie naturelle ressentie envers ceux qui ont perdu des proches pour promouvoir de nouvelles guerres, tel un prêcheur démentiel. Et tous les va-t-en guerre l'ont rejoint dans sa mission en ignorant les morts et les destructions bien plus grandes provoquées par ces guerres présentées comme des représailles contre un acte original.

J'attends toujours des commémorations pour ceux qui sont morts dans la guerre en Afghanistan. Cette guerre, déclenchée il y a dix ans, a tué 20.000 Afghans aux cours des deux premiers mois, selon une estimation d'un rapport de l'ONU. Des dizaines de milliers sont morts depuis, ainsi qu'un million d'Irakiens.

Mais je ne vois pas les présidents passés et présent des Etats-Unis en train d'observer une minute de silence solennelle. Je suppose que nous n'avons pas d'histoires poignantes à raconter sur des parents, des conjoints et des enfants tués au cours de ces attaques. Je suis certaine que nous n'aurons pas droit à une couverture non-stop de deux semaines sur les moindres détails de la guerre en Afghanistan.

Le 11/9 est donc présenté comme une terrible tragédie vécue par le peuple américain dans son ensemble – tragédie provoquée par des « fanatiques », des « extrémistes », par « des gens qui haïssent notre mode de vie » (et qui se trouvent être tous des musulmans, évidemment). Mais il n'y a pas d'équivalent pour les Afghans ou les Irakiens qui subissent des guerres toujours provoquées par des méchants issus de leurs rangs et jamais par « l'appareil militaire des Etats-Unis » dont « les objectifs impériaux » les amènent à « haïr les musulmans ».

Pire encore, ces guerres sanglantes qui provoquent des morts, des blessés, des réfugiés déplacés pendant des années, des niveaux de violence et d'insécurité accrus, la peur, la corruption, des chefs de guerre, des tortures, des emprisonnements, ne sont pour la plupart du temps jamais mentionnées.

Les médias font passer leurs messages soit par ce qu'ils racontent que par ce qu'ils taisent. En ignorant ces guerres tout en insistant sur le 11/9, le clou est enfoncé. Le fait de ne pas parler de ces guerres fait croire aux gens qu'elles n'ont pas vraiment lieu ou qu'elles vont bientôt se terminer.

Je suppose que les attaques à Kaboul aujourd'hui par les Taliban sont destinées à contrer cette vision des choses et que c'est pour cela qu'elles ont eu lieu deux jours après le 11/9. Les attaques contre le quartier général de l'OTAN et l'ambassade des Etats-Unis envoient un message très simple : la guerre continue et les envahisseurs ne sont pas en train de la gagner. Ces derniers n'arrivent même pas à effectuer le transfert de pouvoir à leurs alliés afghans.

Un témoin oculaire à Kaboul a raconté à la BBC : « Il n'y a aucune sécurité à Kaboul. Ceci est la zone la plus sûre et si nous ne sommes pas en sécurité ici alors nous ne sommes en sécurité nulle part en Afghanistan. »

La véritable histoire de ces dix dernières années, celle qui devrait être crée sur tous les toits, c'est celle de l'échec de la guerre contre le terrorisme.

La couverture médiatique du 11/9 était censée le cacher et non le révéler. Mais la réalité finit toujours par s'imposer.

Lindsey German

15 septembre 2011

Stop the War

<http://www.stopwar.org.uk/index.php/usa-war-on-terror/789-no...>

Traduction par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

URL de cet article 14640

<http://www.legrandsoir.info/et-maintenant-que-diriez-vous-d-une-minute-de-silence-pour-les-morts-en-afghanistan-irak-pakistan-stop-the-war.html>

1-5 Le meneur des sévices d'Abou Ghraïb, Charles Graner, libéré de prison !

caporal américain condamné à 10 ans prison pour son rôle de meneur dans le scandale des sévices à la prison irakienne d'Abou Ghraïb en 2004 a été libéré sur parole, a annoncé l'armée américaine, suscitant des réactions d'indignation dimanche à Bagdad.

Charles Graner, 42 ans, a été libéré de la prison militaire de Fort Leavenworth, au Kansas (centre des Etats-Unis), après avoir purgé 6,5 des dix années d'emprisonnements auxquelles il avait été condamné en janvier 2005, a indiqué la porte-parole de l'armée Rebecca Steed.

Il est placé sous contrôle judiciaire jusqu'au 25 décembre 2014.

Alors caporal de réserve, Charles Graner était le meneur d'un groupe de six gardiens accusés en 2004 d'avoir commis des abus sur les détenus de la prison d'Abou Ghraïb, près de Bagdad. Les photos à l'origine du scandale avaient déclenché une vague de protestations internationales.

Charles Graner avait écopé de la peine de prison la plus lourde. Sa compagne de l'époque, Lynndie England, devenue le symbole du scandale d'Abou Ghraïb, avait, elle, été condamnée à trois ans de prison.

A Bagdad, l'annonce de la libération de Charles Graner a suscité des réactions d'indignation chez des habitants interrogés par l'AFP.

Pourquoi l'ont-ils relâché ? Le criminel devrait être puni quelle que soit sa nationalité, a réagi Reem Hadi.

C'est une décision injuste, a également estimé Wael Safah Jassem, un gérant de boutique de 23 ans. Toute personne ayant commis de tels crimes ne devrait pas être libérée aussi facilement, a-t-il dit.

Anwar Hamoud, un employé du gouvernement de 41 ans, s'est montré encore plus direct: Le criminel qui a été libéré (...) devrait être amené devant une cour irakienne pour être jugé, a-t-il dit. Et d'ajouter: Il devrait être exécuté pour son crime à Abou Ghraïb.

Beaucoup d'Irakiens estiment en outre que les soldats américains en Irak, qui bénéficient de l'impunité vis-à-vis du droit irakien depuis l'invasion américaine de 2003, devraient se voir retirer ce privilège à l'avenir, s'il est décidé qu'un contingent limité reste dans le pays au-delà de la date-butoir de fin 2011. Les responsables américains insistent au contraire pour que cette immunité soit maintenue.

Les dirigeants irakiens ont accepté cette semaine d'ouvrir des négociations avec Washington sur un éventuel maintien de troupes américaines afin de former l'armée irakienne, alors que l'accord de sécurité signé en novembre 2008 prévoit leur départ à la fin de l'année.

Aucune décision n'a encore été prise, ni sur le principe, ni sur les conditions dans lesquelles la présence américaine pourrait être organisée.

AFP /

07 août 2011

<http://www.romandie.com/news/n/ Le meneur des sevices d Abou Ghraib libere de prison070820111508.asp>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Iyad Allaoui : Sauver l'Irak de la faillite par le partage du pouvoir.

Bien que ne partageant pas la vision du monde et des relations irako-américaines d'Iyad Allaoui, ancien Premier ministre et un des principaux « hommes de la CIA » à Bagdad, nous pensons intéressant de lire son analyse de la situation dans le pays.

Avec le déroulement du printemps arabe apportant dans sa foulée, démocratie et réformes pour des millions d'Arabes, on prête peu d'attention à la situation désespérée de l'Irak et de son peuple. Nous fûmes les premiers à passer de la dictature à la démocratie mais le résultat en Irak est loin d'être assuré. Notre transition pourrait être soit un élément positif pour le progrès et contre les forces extrémistes ou soit, alors, un dangereux précédent augurant mal pour la région et la communauté internationale.

Un amalgame de copinage et d'incurie

Les débats font rage à Bagdad et à Washington sur les conditions d'une extension de la présence de troupes américaines au-delà de la fin de l'année. Si différer semble être nécessaire, cela à lui seul ne pourra s'attaquer aux problèmes fondamentaux qui empoisonnent l'Irak et qui présentent, pour la stabilité du Moyen-Orient et de la communauté internationale, un risque croissant. L'envoi initial de renforts militaires US - « the surge » - devait créer l'environnement propice à la réconciliation politique nationale et la remise sur pied des institutions et de l'infrastructure du pays. Mais, rien n'a été fait.

Plus de huit ans après la chute du régime de Saddam Hussein, les services de base font défaut. La majeure partie du pays ne dispose que de quelques heures d'électricité. Les coupures ont été courantes au cours de l'été. Les exportations de pétrole, encore et toujours la seule ressource de l'Irak, dépassent à peine ce qu'elles étaient lorsque Saddam a été renversé. Le gouvernement a été incapable de saisir l'aubaine que fut l'augmentation du prix du pétrole échouant ainsi à créer des emplois réels et durables. L'économie irakienne est devenue encore davantage un amalgame de copinage et d'incurie, caractérisée par un chômage élevé et une corruption endémique. Transparency International place l'Irak en quatrième position parmi les pays les plus corrompus et le pire pays au Moyen-Orient.

Maliki s'accroche au pouvoir avec le soutien de l'Iran et la basse complaisance des Etats-Unis

La promesse d'une plus grande sécurité n'a été qu'un vain mot à cause de la vigueur du communautarisme. Le Pentagone a récemment fait état d'une montée alarmante des attaques qu'il attribue aux milices d'obédience iranienne. Le dernier rapport du Congrès par l'inspecteur général spécial US pour la reconstruction irakienne note que le mois de juin a été le mois le plus sanglant pour les troupes US en Irak depuis 2008. Il conclut que ce pays est plus dangereux qu'il y a un an. Il est à regretter que les forces de sécurité irakienne naissantes soient noyautées par le communautarisme et des loyautés partagées ; elles sont à peine capables de se défendre elles-mêmes, sans parler du reste du pays. Bien que n'ayant pas pu réunir un nombre plus important de sièges aux élections de l'an dernier, Maliki s'accroche au pouvoir avec le soutien de l'Iran et la basse complaisance des Etats-Unis. Il affiche le plus grand mépris pour les principes démocratiques et la règle du droit. Des institutions vitales comme la commission électorale, la commission pour la transparence et la banque centrale irakienne sont placées sous la tutelle directe du cabinet du premier ministre. Par ailleurs, Maliki refuse de nommer aux postes de ministre de l'intérieur et de la défense des candidats de consensus comme le voudrait l'accord de partage du pouvoir signé l'an dernier.

Le gouvernement a recours à des méthodes dictatoriales éhontées et à l'intimidation pour faire taire l'opposition, passant ainsi outre aux droits de l'homme les plus élémentaires. Human Rights Watch a fait état, en février, de prisons secrètes où sévit la torture sous l'autorité de Maliki. En juin, cette organisation a dénoncé l'utilisation par le gouvernement de brutes à sa solde pour cogner, poignarder et même agresser sexuellement des manifestants pacifiques à Bagdad qui se plaignaient de la corruption et de la pauvreté des services. Ces horreurs font penser aux réactions autocratiques, aux manifestations des régimes en perte de vitesse dans la région, et sont bien loin de la démocratie et de la liberté promises à l'Irak.

Est-ce pour cela que les Etats-Unis ont sacrifié plus de 4 000 jeunes hommes et femmes et des centaines de millions de dollars ?

Trop tard pour renverser la vapeur

La pente vers la faillite est devenue irréversible. Pour le dire simplement, l'échec en Irak rendra tout objectif de politique américaine et internationale au Moyen-Orient difficile sinon impossible. De la lutte contre le terrorisme, à la limitation nucléaire, ou à la sécurité énergétique, ou au processus de paix au Moyen Orient, l'Irak en est au centre. Notre pays est rapidement devenu un contrepoids aux efforts faits pour résoudre ces questions au lieu d'assurer le rôle de modèle régional pour la démocratie, le pluralisme et un développement économique réussi qu'il était supposé être.

Il n'est pas trop tard pour renverser la vapeur. Mais il faut agir maintenant. Repousser le départ des troupes US ne résoudra rien en lui-même. Des engagements politiques plus concertés sont demandés au plus haut niveau pour garantir la liberté et le progrès promis au peuple irakien, qui a beaucoup souffert et qui perd patience.

Il est nécessaire, et il est possible, d'insister pour que l'accord de partage du pouvoir de 2010 soit appliqué pleinement avec les contrepoids requis pour prévenir tout abus de pouvoir et pour que la formation d'un gouvernement et de ses institutions soit réalisée sur une base non communautaire. Les influences régionales malsaines doivent être contrebalancées. A défaut, de nouvelles élections, libres de toute ingérence étrangère, avec une commission électorale et judiciaire réellement indépendante, sont la seule voie pour sauver l'Irak des profondeurs abyssales. C'est cette solution que les journalistes et les dirigeants politiques irakiens, ainsi que la rue, demandent avec insistance.

L'invasion de l'Irak en 2003 a certainement été une guerre par choix.

Mais perdre l'Irak en 2011 est un choix que les Etats-Unis et le reste du monde ne peuvent se permettre. Iyad Allaoui est le chef d'Iraqiya, le bloc politique le plus important au sein du Parlement irakien (législatives de 2010).

Iyad Allaoui

* Source : http://www.denverpost.com/opinion/ci_18808095

Concernant Iyad Allaoui, lire aussi :

Iyas Allaoui, du Baas à la CIA, par Gilles Munier (21/7/04)

Opinion: Iyad Allaoui (revue de presse)*

Traduction: Xavière Jardez

http://www.france-irak-actualite.com/pages/Iyad_Allaoui_du_Baas_a_la_CIA-2608116.html

2-2 Michaël Schwartz : Irak : Incertitudes et luttes futures.

Si, selon Claus von Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, l'environnement politico-économique actuel en Irak est « la continuation de la guerre par d'autres moyens ». Après six années d'un carnage militaire sans égal au cours des deux dernières décennies, on assiste à « l'installation » d'une lutte multiple sur son rôle dans le système mondial, son rôle au Moyen-Orient et son rôle dans sa réponse aux besoins de la population ...

Cette lutte prend des formes moins spectaculaires que celles, plus violentes, de la période précédente et obscurcit les liens qui relient la guerre et cette espèce de quasi-paix qui prévaut actuellement. C'est en scrutant cette nouvelle réalité, que nous voulons rendre visibles ces liens et identifier les forces qui donneront forme à l'issue de cette lutte.

Ambitions impériales

Quand les Etats-Unis ont envahi l'Irak en mars 2003, ils avaient mûri les buts de cette invasion depuis 15 ans et les avaient affinés au cours des 26 mois de l'administration Bush. La population américaine n'avait pas eu son mot à dire sauf à suivre ce que Paul Wolfowitz avait déclaré « la seule question sur laquelle tous doivent être d'accord est la question des armes de destruction massive ». Il va sans dire que les événements postérieurs ont dégagé quatre principes généraux pour cette invasion :

- l'Irak deviendrait le noyau militaire d'une présence hégémonique US au Moyen Orient, quartier général d'une force militaire permanente majeure, comptant habituellement 50 000 militaires.
- Le gouvernement irakien serait un allié politique solide des Etats-Unis opposant une résistance vigoureuse au contrôle régional de l'Iran et apaiserait son antagonisme face à Israël.
- L'économie irakienne intégrerait le système de mondialisation conduit par les Etats-Unis, en démantelant les entreprises nationalisées (constituant 35% de l'économie avant la guerre) et les remplaçant par des multinationales privées, internationales bien imbriquées.
- L'industrie pétrolière irakienne serait intégrée au marché mondial avec une augmentation dramatique de sa production dont le contrôle et la prise de décision sur les niveaux de production échapperaient au gouvernement irakien pour être transférés aux forces du marché international.

Rien n'est joué

Qu'en est-il de la réalisation de ces buts initiés par Bush et repris par l'administration Obama ?

- S'agissant du positionnement du quartier général US au Moyen-Orient, plutôt que de conquérir et de pacifier les centres de résistance à son occupation, les Etats-Unis ont engendré, avec l'envoi de troupes additionnelles (the surge), un carnage sans précédent et une dislocation de l'Irak. C'est seulement quand les Etats-Unis ont modifié leur stratégie et se sont alliés à leurs adversaires insurgés que les massacres et les attentats ont cessé.... Mais Obama n'a pas abandonné l'idée de Bush, indépendamment de l'accord signé par ce dernier (retrait des troupes US, vacation ou destruction des bases US ou leur transfert aux Irakiens), comme l'a dernièrement souligné le Secrétaire à la Défense, Robert Gates devant le Congrès : « Il y a certainement pour nous un intérêt à disposer d'une présence additionnelle ». Des pressions accrues pour modifier l'accord (SOFA), avant le 31 décembre 2011, ont donné lieu à une campagne publique orchestrée par de hauts militaires soulignant l'urgence de la situation et corrélativement à des mouvements de protestations incluant syndicats, parlementaires, la résistance.

- L'Irak sera-t-il l'allié inconditionnel des Etats-Unis ?

Trois élections et quatre gouvernements, n'ont pas permis aux Etats-Unis de recueillir le soutien à sa ligne politique, particulièrement en matière de diplomatie régionale, c'est-à-dire, face à l'Iran, avec lequel un certain nombre de membres du gouvernement irakien avait des liens. Les Américains ont subi échec après échec jusqu'à la conclusion d'un accord... d'armement avec l'Iran, abrogé sous pression américaine, d'accords économiques à long terme, dont la construction à Kerbala d'un aéroport pour desservir les pèlerins chiites, et l'inclusion de la province de Diyala dans le réseau électrique iranien.

Il n'y a eu aucun dégel face à Israël ; l'opinion publique et les manifestations font de l'Irak une place forte du soutien (rhétorique) aux Palestiniens. Au lieu de graviter dans l'orbite de l'Arabie Saoudite, le gouvernement de Maliki a gardé ses distances avec les pays du Golfe et n'a toujours pas réglé avec le Koweït la question des compensations réclamées par ce dernier après la première guerre du Golfe. L'amélioration de ses relations avec l'Iran a facilité les relations économiques et politiques avec la Chine et la Russie, créant ainsi d'autres difficultés pour les Etats-Unis.

Rien n'est joué sur la place qu'occupera l'Irak au Moyen- Orient dans les remaniements politico-militaro-économiques régionaux qui se dérouleront au Moyen-Orient.

- Ouvrir la voie à la mondialisation de l'économie irakienne a été accompli dès les premiers jours de l'invasion avec le démantèlement des 192 entreprises nationales qui constituaient les 30% du produit du pays et soutenaient une portion substantielle du secteur privé. Cela entraîna une dépression pire que celle connue par les Etats-Unis en 1930 à laquelle s'ajouta la dé-baasification du système qui a paralysé tous les services publics dont l'éducation, le secteur hospitalier, l'assainissement des eaux. « Cette thérapie de choc de l'économie » selon la terminologie des néo-libéraux US, devait être suivie d'un train d'investissements pour ériger une économie dynamique. Mais l'âge d'or ne s'est jamais matérialisé car les multinationales ont refusé leur participation et la « reconstruction » des « contractors » n'a qu'aggravé le déclin.

Rien n'est résolu

Devant cette catastrophe économique, les forces civiles du pays (syndicats, parlementaires, fonctionnaires) ont tous demandé de revenir sur les privatisations imposées par l'occupant US par l'utilisation des recettes pétrolières pour financer des programmes, nouveaux ou en cours, proposés par les autorités locales. Depuis deux ans, l'Irak a été le théâtre de nombreuses manifestations sur les questions économiques tant et si bien que le ministre de l'énergie a été obligé de promettre d'engager 70 milliards de dollars sur 10 ans pour la restauration (non privée) du réseau de distribution d'électricité. Il est à noter que la municipalité de Bagdad a engagé une procédure contre les Américains, pour un milliard de dollars, pour les dommages causés à l'infrastructure de la ville.

Dès 2008, la poursuite par les Etats-Unis de cette politique néo-libérale devint plus visible et fut même endossée par Obama dans son Message à l'Union en 2011 qui promettait un « partenariat durable avec l'Irak » sous la forme « d'un partenariat dynamique » centré sur « la stabilisation de l'économie par l'investissement étranger ». La mise en œuvre revenait au Département d'Etat avec l'expansion d' « une ambassade extraordinaire avec différentes fonctions » comme décrite par l'ambassadeur US James Jeffrey dont le personnel totaliserait en 2012, 16 000 personnes.

-La lutte pour le pétrole : contrairement à l'économie, le secteur pétrolier a été maintenu par les Américains sous contrôle de l'Etat irakien pour que ni le flot, ni les recettes du pétrole ne s'interrompent. Le plan US était de quadrupler la production et de transférer les pouvoirs de décision aux compagnies pétrolières internationales, ce qui aurait définitivement torpillé les possibilités de l'OPEP en matière de production et de prix. Mais l'opposition à ces projets a éclaté venant de tous bords et allant du sabotage d'oléoducs à la reprise en main des sites ou au détournement des fonds vers de projets locaux et la résistance armée.

Questions en suspens

Si, avec l'arrivée au pouvoir d'Obama, des contrats d'exploration et de production ont été signés, il n'en reste pas moins que les termes et conditions de ces contrats ont été tels que ces compagnies pétrolières ont refusé de jouer le jeu et ne l'ont fait que lorsque les deux principales compagnies nationales chinoises en ont accepté le cadre à savoir, contrôle du niveau de production par le gouvernement irakien, formation et embauche de personnel irakien, techniciens et administratifs, et royalties de deux dollars par baril de pétrole extrait.

A l'heure actuelle, les questions qui sont en suspens et feront l'objet de luttes sont de savoir si le gaz naturel capté sera sous le contrôle des compagnies ou le gouvernement, si les produits raffinés seront alloués en premier lieu aux Irakiens avant d'être exportés, si les compagnies seront dans l'obligation d'employer des Irakiens en lieu et place de leurs employés non-nationaux.

Rien n'est résolu dans ce domaine et les forces civiles, syndicales, du gouvernement local et la résistance seront là pour que ce combat centenaire pour le pétrole aboutisse à un « commonwealth » irakien.

Source : Professeur Michaël Schwartz, Department of Sociology, Stony Brook University, paru dans International Socialist Review (juillet-août 2011)

Michaël Schwartz

(traduction et synthèse par Xavière Jardez)

<http://www.isreview.org/issues/78/feat-iraq.shtml>

<http://www.france-irak-actualite.com/>

3 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

L'armée américaine est en train de mener simultanément des campagnes d'attaque de missiles par drones, des bombardements, des opérations à des fins d'assassinats par les forces spéciales et des combats au sol dans cinq pays différents: Irak, Afghanistan, Pakistan, Libye et Yémen.

Le président Barack Obama qui doit en grande partie sa victoire électorale en 2008 à l'écoeurement populaire ressenti par des millions d'Américains à l'égard des guerres d'agression lancées par le gouvernement Bush en Afghanistan et en Irak, a plus que rempli les prédictions de George W. Bush concernant les « guerres du 21ème siècle. »

Il a surpassé son prédécesseur républicain en un point au moins.

Bush avait proclamé une doctrine infâme affirmant que l'impérialisme américain avait le droit de mener une guerre contre tout pays qu'il reconnaissait comme étant, maintenant ou n'importe quand dans l'avenir, une menace potentielle.

Il adopta le principe de la « guerre préventive », une forme de guerre agressive pour laquelle les dirigeants du Troisième Reich encore vivants furent jugés à Nuremberg.

En justifiant la guerre contre la Libye, Obama a promulgué sa propre doctrine qui se passe même du prétexte d'une menace potentielle comme justification pour la guerre. Au lieu de cela, il affirme que les Etats-Unis sont dans leur droit de mener une guerre partout où ils jugent que leurs « intérêts et leurs valeurs » sont en jeu même si les objectifs de l'attaque ne représentent aucune menace concevable à la sécurité américaine.

Dans son discours sur la Libye, Obama a inclus parmi les inviolables valeurs américaines le « maintien du flux commercial », c'est-à-dire, le flux de profits dans les caisses des compagnies pétrolières américaines et d'autres grands groupes.

Même au moment où, il y a près de trois mois, des missiles de croisière pleuvaient sur la Libye, Obama avait cyniquement fait valoir que Washington avait lancé la guerre par crainte qu'une répression menée par le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi éteindrait « le printemps arabe. »

Quelle hypocrisie!

La véritable attitude de Washington à l'égard des aspirations démocratiques des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord s'est traduite sans ambiguïté dans une série d'actions survenues ses derniers jours.

Obama a accueilli à la Maison Blanche le prince héritier du Bahreïn, une dictature monarchique qui, avec le l'appui tacite des Etats-Unis et le soutien militaire ouvert du principal allié de Washington dans la région, l'Arabie saoudite, a impitoyablement réprimé un mouvement de masse en faveur de droits démocratiques, tuant des centaines de personnes, en emprisonnant des milliers d'autres et en torturant systématiquement les détenus.

Le prince est arrivé quelques jours à peine après que le régime eut ouvert un procès militaire contre des médecins et des infirmiers. Interpellés pour avoir traité des manifestants blessés par des forces de sécurité, ces travailleurs médicaux ont été contraints, à l'aide de chocs électriques et de bastonnades avec des planches pourvues de clous, de signer de faux témoignages.

Dans un communiqué officiel, Obama a « réaffirmé le ferme engagement des Etats-Unis à l'égard du Bahreïn » – dont le régime abrite la cinquième flotte américaine – en louant son monarque pour avoir embrassé le « dialogue » et la « réforme ». Le président américain a généreusement conseillé que « l'opposition et le gouvernement » – les torturés tout comme les tortionnaires – « doivent trouver un compromis pour forger un avenir juste pour tous les habitants du Bahreïn. »

Le New York Times a révélé que de l'autre côté de la péninsule arabe, les Etats-Unis « étaient en train d'exploiter un vide grandissant du pouvoir » créé par cinq mois de soulèvement de masse contre la dictature au Yémen, le pays le plus appauvri de la région, soutenue par les Etats-Unis pour y lancer une nouvelle guerre en recourant à des frappes de missiles tirés depuis des drones et à des attaques d'avions de combat.

Tout en étant prétendument dirigées contre des éléments d'Al Qaïda, tout indique que les attaques visent à sauver le régime du président Ali Abdullah Saleh, et ce tout en facilitant le départ du dictateur d'une présidence qu'il avait occupée durant 33 ans.

La première frappe relatée dans ce nouveau théâtre de guerre débutée par le Pentagone a tué au moins quatre civils ainsi que plusieurs prétendus « militants. »

En Libye, la guerre Etats-Unis/OTAN touche à la fin de son troisième mois avec une intensification des bombardements incessants menés pour terroriser et qui ont coûté la vie à des centaines de civils et à un nombre incalculable de soldats libyens. Washington et ses alliés européens ne cachent pas leur véritable objectif, qui est un « changement de régime », dans cette guerre lancée sous le prétexte cynique de protéger des civils, c'est-à-dire la mise en place d'un Etat fantoche garantissant la domination de l'impérialisme et des principales compagnies pétrolières occidentales.

C'est cela la véritable réponse de l'impérialisme américain au « printemps arabe » – une explosion du militarisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une tentative désespérée d'étayer les dictatures servant ses intérêts dans la région, et une détermination à étrangler les luttes révolutionnaires des travailleurs et de la jeunesse arabe.

Ces nouvelles interventions militaires s'ajoutent aux guerres et aux occupations qui durent déjà depuis une décennie en Afghanistan et en Irak et qui, comme il apparaît de plus en plus clairement, doivent continuer indéfiniment.

Lors d'une audience de confirmation jeudi devant le Sénat, le directeur de la CIA, Leon Panetta, choisi par Obama pour remplacer le chef du Pentagone sortant, le secrétaire à la Défense Robert Gates, a reconnu qu'il était « tout à fait persuadé » que le régime en Irak réclamerait prochainement que Washington maintienne des milliers de soldats américains sur le sol irakien après la date butoir du retrait des troupes, le 31 décembre 2011.

Panetta a clairement fait comprendre que Washington veut maintenir les troupes en lieu et sur place « pour s'assurer que les gains que nous avons fait en Irak soient maintenus. » Le fait que la grande majorité de la population irakienne pour qui l'occupation américaine a signifié la mort, la mutilation et le déplacement de millions de gens, veut que les 47.000 soldats américains quittent maintenant le pays est hors de propos.

L'homme que Panetta remplacera, le secrétaire à la Défense Gates, a souligné à maintes reprises au cours de ces derniers jours que la date butoir de juillet 2011 qu'Obama avait fixée pour le retrait d'Afghanistan ne devrait entraîner aucune réduction significative du déploiement des quelque 100.000 soldats américains.

Après la réunion du week-end avec les commandants militaires en Afghanistan, Gates a fait remarquer que tout retrait serait « modeste » en disant à Bruxelles aux ministres de la Défense de l'OTAN qu'il « n'y a aucune urgence de notre part pour un retrait. » Entre-temps, de nouvelles atrocités sont commises chaque semaine avec des victimes civiles causées au-delà de la frontière pakistanaise par des bombardements, des raids nocturnes menés par les forces spéciales et des attaques de missiles par drones.

Les travailleurs, les étudiants et la jeunesse aux Etats-Unis sont de plus en plus obligés de porter le fardeau d'une politique de guerre sans fin visant à forger un empire mondial servant les intérêts de l'oligarchie financière américaine. Une élection après l'autre et un sondage d'opinion après l'autre ont montré qu'une vaste majorité de la population est opposée à ces guerres, et

pourtant cette opposition ne trouve pas son expression dans le système politique bipartite ou dans les médias qui sont à la botte des grandes entreprises.

Les travailleurs sont parfaitement conscients que des milliers de milliards de dollars sont dépensés pour ces guerres et pour le complexe militaire industriel américain, en dépit du fait que les gouvernements tant au niveau fédéral, qu'au niveau régional et local, dirigés tant par les Démocrates que les Républicains, disent qu'il n'est pas possible de trouver de l'argent pour financer des emplois, des salaires décentes, les soins de santé, l'éducation ou des services sociaux vitaux.

De plus, la tentative de l'élite dirigeante américaine d'utiliser le militarisme pour pallier au déclin de sa position dans l'économie mondiale, engendre des tensions internationales de plus en plus dangereuses et une menace de guerres à venir encore plus sanglantes.

Alors même que l'hostilité à ces guerres s'accroît, les manifestations anti-guerre ont presque complètement disparus, asphyxiées qu'elles sont par une couche petite bourgeoise jadis de gauche qui soutient Obama et qui s'est en grande partie intégrée dans le Parti démocrate.

Un nouveau mouvement contre la guerre ne peut être construit que sur la base d'une rupture irrémédiable avec les Démocrates et une mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre le gouvernement Obama et le système de profit capitaliste, source de guerre et de militarisme.

Internationalnews

WSWS

16 juin 2011

(Article original en anglais paru le 11 juin 2011)

<http://www.internationalnews.fr/article-les-guerres-sans-fin-de-washington-par-bill-van-auken-76987181.html>

3-2 Manlio Dinucci : La contre-manœuvre fantastique.

Notre cœur saigne quand nous pensons qu'un des mérites de ce gouvernement était de n'être jamais allé mettre la main à la poche des militaires : c'est ainsi que le président du Conseil a annoncé des coupes drastiques dans le budget de la défense. La manœuvre anti-déficit, précise le ministre de l'économie, peut être réalisée en réduisant surtout la dépense militaire, qui a grimpé jusqu'à 25 milliards d'euros annuels, l'équivalent (en argent public) d'une grosse loi des finances. Il faut pour cela un engagement de cohésion nationale, souligne quant à lui le président de la république, qui a immédiatement promulgué le décret-loi. En tant que garant suprême de la Constitution, il avait déjà relevé que l'engagement militaire en Libye et Afghanistan viole le principe fondamental de l'article 11. Le décret-loi établit le retrait de nos forces et bases de la guerre de Libye, qui a déjà coûté à l'Italie plus d'un milliard d'euros, auxquels s'ajoutent divers milliards de dommages collatéraux à notre économie. À la bonne heure, a commenté le secrétaire du plus grand parti d'opposition, opposé à celle qu'il a définie comme une guerre d'empreinte coloniale. Sera aussi retiré le contingent italien en Afghanistan. Et sera ainsi épargné un milliard et demi d'euros annuels, plus d'autres coûts : environ 25 millions pour les militaires déployés pour la mission dans les Emirats arabes unis et au Bahreïn, plus 80 millions pour les contrats d'assurance et transport, et pour la réalisation d'infrastructures. L'aéronautique contribuera aux sacrifices imposés par cette manœuvre en renonçant aux 131 chasseurs F-35, dont le coût prévu à 15 milliards d'euros continue à gonfler. La marine contribuera en renonçant à de nouveaux porte-avions du type Cavour (coût un milliard et demi), à d'autres navires d'assaut amphibie du type San Giorgio (un demi milliard pièce) et autres frégates Fremm (350 millions pièce). Ces mesures, relèvent les commissions défense de la Chambre et du Sénat, sont nécessaires aussi parce que ces systèmes d'arme sont conçus non pas pour la défense de la patrie mais pour la projection de puissance. D'autres coupes seront proposées par la commission parlementaire d'enquête qui est en train faire des investigations sur la « coopération au développement sous forme de don » gérée par le ministère des affaires étrangères en fonction des missions militaires.

Par exemple, en 2011 on dépense plus de 25 millions pour la stabilisation en Irak et au Yémen, alors que l'Italie est de plus en plus déstabilisée par les coupes dans les dépenses sociales. 36,5 autres millions d'euros sont dépensés en Afghanistan en 2011, en particulier pour le soutien aux petites et moyennes entreprises dans la zone de la frontière avec le Pakistan, alors qu'en Italie les fonds pour soutenir les PMI se raréfient. Ces gaspillages et d'autres encore prendront fin avec le décret-loi qui instaure le retrait d'Afghanistan. Décret-loi qui sera voté aussi par le sénateur Marco Perduca (Pd), qui, par contre, avait auparavant voté pour le refinancement de la mission. Il retirera en conséquence sa proposition, faite le 26 juillet, de « transformer l'opium produit en Afghanistan en médicaments analgésiques, à utiliser pour faire face à l'urgence humanitaire en Somalie ».

Dommage qu'aïlle ainsi se perdre une idée géniale pour anesthésier l'opinion publique opposée à la guerre".

Apostille de la traductrice :
Les positions politiques décrites dans cet article satyrique sont exactement à l'opposé de la réalité. Par exemple, le président du Conseil Berlusconi qui annonce ici les coupes dans le budget militaire a annoncé en réalité des coupes dans les dépenses sociales, en se déclarant navré car son gouvernement n'était "jamais allé mettre la main à la poche des Italiens". Le président de la république Napolitano, lui, a en réalité été le principal artisan de la participation italienne à la guerre en Libye.

Le secrétaire du plus gros parti d'opposition (Partito democratico), Bersani, s'était bien écrié "à la bonne heure !" : mais au moment où l'Italie est entrée en guerre contre la Libye, en définissant cette intervention comme une opération humanitaire et de défense du droit international.

Les chiffres de la dépense militaire sont par contre absolument réels.

3-3 Domenico Losurdo : La Syrie vue depuis l'Irak.

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Informations tragiques et détails effarants arrivent de ce pays, mais il est difficile de distinguer entre la vérité et la manipulation, entre les protestations légitimes et les tentatives infâmes de déstabilisation.

Il peut cependant s'avérer utile de regarder vers la Syrie à partir non pas de l'Occident mais, par exemple, de l'Irak.

L'occasion nous en est fournie par un article de Tim Arango sur l'International Herald Tribune du 30-31 juillet.

Lisons :

« En Irak, la Syrie représente encore quelque chose de semblable à un oasis. Les Irakiens commencent à se réfugier là-bas pour fuir la guerre dirigée par les Usa et le bain de sang de la violence sectaire qui s'en suit. Au cours de la guerre, la Syrie a accueilli environ 300 mille réfugiés irakiens, plus que n'importe quel autre pays de la région (d'après le Haut Commissariat Onu pour les réfugiés).

Ces jours-ci (1er août 2011), même si la Syrie doit faire face à ses désordres, rares sont les Irakiens qui rentrent chez eux. En effet, les Irakiens qui partent pour la Syrie sont beaucoup plus nombreux que ceux qui rentrent dans leur patrie ».

Les Irakiens fuient non seulement pour laisser derrière eux la guerre qui continue à sévir, mais aussi parce qu'ils n'en peuvent plus d'un pays caractérisé par l'inefficience et la corruption des services publics. Oui, *« la Syrie est vue comme un pays où il est meilleur de vivre ».*

Interrogés par l'International Herald Tribune, les Irakiens s'expriment avec simplicité et efficacité. Se référant à la Syrie, ils disent : *« Là-bas la vie est belle, là-bas les femmes sont belles »* (il n'y a pas d'obligation de port du voile). En tous cas, *« il y a là-bas une chose importante : liberté et sécurité partout ».* C'est à partir de cette conviction diffuse que, *« à cause des vacances estivales, le nombre des personnes qui abandonnent l'Irak pour la Syrie a augmenté ».*

Mais que disent ceux qui se sont déjà établis dans ce pays (on présume dans les régions les plus tranquilles) ?

Interrogé, toujours, par le quotidien étasunien, un Irakien témoigne : en effet, à la télévision le spectacle qui est offert de la Syrie est assez inquiétant, mais *« quand je téléphone à ma famille, ils me disent que tout est ok » !*

Le cadre ici tracé est certainement unilatéral et excessivement rose. Mais ceux qui, après avoir déchaîné la guerre et avoir provoqué directement ou indirectement des dizaines et dizaines de milliers de morts, ont réduit l'Irak à des conditions, aujourd'hui encore, catastrophiques au point de faire apparaître la Syrie comme un *« oasis »*, ceux-là n'ont de leçons à donner ni à l'un ni à l'autre de ces pays. Pour rester au Moyen-Orient : ceux qui, alors qu'ils continuent à bombarder la Libye, sans hésiter à massacrer les journalistes et les techniciens de la télévision de ce pays, prétendent donner des leçons sur les *« droits humains »* et rêvent d'une nouvelle *« guerre humanitaire »*, ceux-là démontrent qu'ils ont perdu jusqu'au sens de la pudeur et du ridicule.

Domenico Losurdo

Édité sur le blog de l'auteur le 1er août 2011.

<http://domenicolosurdo.blogspot.com/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19
-